

Pouvoir d'emprunt

En supposant que le gouvernement profite de sa position majoritaire pour nous imposer ce projet, il ajoute 14.7 milliards à la dette nationale. A raison de 10 p. 100 d'intérêt, les contribuables de la région du Niagara devront payer une somme additionnelle de 1.5 milliard par année en plus de ce qu'ils paient déjà.

Le contribuable moyen de St. Catharines verra probablement ses impôts augmenter de \$150, sinon ce seront les générations futures qui auront à en faire les frais. Tôt ou tard, le gouvernement doit se rendre compte que ces factures et les frais inhérents doivent être payés. En toute franchise, monsieur le Président, je ne pense pas que les électeurs de St. Catharines souhaitent l'une ou l'autre éventualité.

● (1200)

Tout à l'heure, je parlais des 12.6 millions qui seront affectés à la région du Niagara dans le cadre du Programme des projets spéciaux de relance annoncé dans le budget du ministre des Finances, et je voudrais maintenant vous entretenir des dépenses gouvernementales. Y a-t-il un seul député qui s'oppose à ce que le gouvernement dépense de l'argent—c'est presque naturel—dans sa circonscription? «Fort bien, dans ma circonscription», mais il y a toujours un doute lorsqu'il s'agit de dépenser cet argent ailleurs. J'estime pour ma part que les dépenses doivent être réduites et qu'il y a lieu d'examiner les difficultés éprouvées par la région du Niagara depuis quelques années. Cela semble démontrer que, comme je viens de le dire, on approuve plus volontiers les dépenses qui sont faites chez soi, mais il reste que je voudrais en avoir davantage. La différence réside dans le système et les motifs de dépenser. Le gouvernement actuel n'a aucun système, aucun contrôle et ne désire nullement réduire ses dépenses inutiles.

Par contraste, en 1979, le gouvernement progressiste conservateur a établi des lignes directrices sur les dépenses, il a pu maintenir ses programmes prioritaires et en lancer de nouveaux tout en réduisant systématiquement le déficit. Si un gouvernement peut le faire, d'autres devraient au moins essayer de l'imiter. Si le gouvernement voulait vraiment aider la région de Niagara, il admettrait que 12.6 millions de dollars constituent à peine un fonds de lancement. Il faudrait prendre des mesures immédiates pour asseoir les chantiers de construction navale et de fabrication de véhicules moteurs sur des bases solides, ce qui permettrait de commencer à augmenter le tonnage dont le canal Welland a tant besoin. On établirait un programme d'expansion industrielle afin de créer des emplois permanents. Au lieu de décourager la petite entreprise, fondement de notre pays, de telles initiatives la revigorerait. Les fonds nécessaires proviendraient de différentes sources, y compris le budget de publicité du gouvernement. La création d'emplois est la meilleure publicité que le gouvernement puisse faire.

Le principe que suit le gouvernement est simple: il dépense dans un secteur les sommes épargnées dans un autre. Il est beaucoup plus facile de toujours demander plus d'argent au Parlement que de s'astreindre à la vérification ennuyeuse et fatigante des dépenses courantes ou de dire non de temps à autre.

Je pourrais dire que les contribuables ont fait confiance au gouvernement et s'attendent qu'il dépense sagement leurs impôts, mais ce sont là des considérations presque insignifiantes pour un gouvernement qui s'accroche désespérément au

pouvoir. Chaque fois qu'on publie un sondage Gallup, les Canadiens peuvent s'attendre à une série de communiqués dans lesquels on annonce de nouveaux projets du gouvernement au coût de millions ou de milliards de dollars, de nouvelles dépenses, mais aucun programme de relance. Cela ne colle plus, car les Canadiens en ont assez de se faire rouler avec des fonds empruntés. Nous voulons tous avoir des programmes bien structurés et une politique clairement définie de relance économique, non pas des projets de dépenses inutiles.

Dans le projet de loi à l'étude, le gouvernement nous demande d'approuver une somme additionnelle de 14.7 milliards pour continuer son programme désespéré de dépenses. Il aura dans sa caisse noire 4 milliards de dollars pour sa prochaine campagne électorale, et il en coûtera \$150 de plus par année à chaque contribuable en intérêt seulement.

Voilà autant de bonnes raisons pour que tous les députés s'opposent à cette mesure législative et forcent le gouvernement à équilibrer son budget. J'ai la ferme intention de voter contre le projet de loi C-151, car le bien-être et les aspirations de mes électeurs sont pour moi des priorités.

Le président suppléant (M. Corbin): Des questions ou des commentaires? Poursuivons le débat.

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, je trouve plutôt étonnant que pas un seul député libéral ne soit prêt aujourd'hui à assurer la défense de ce projet de loi. Je suppose, réflexion faite, que cela ne devrait guère me surprendre. Je me demande, monsieur le Président, si vous savez combien au juste de projets de loi portant pouvoir d'emprunt nous ont été présentés au cours de cette session. Vous vous souvenez peut-être de certains d'entre eux, mais il y en a eu sept en tout. Ce projet de loi est le septième à nous être présenté au cours de la session, le septième en 37 mois à peine, ou encore en quelques semaines à peine après le troisième anniversaire de la session. Je me demande si les députés ici présents, les spectateurs qui suivent nos délibérations à la télévision et les auditeurs qui les écoutent à la radio se doutent de l'importance de la somme que le gouvernement a empruntée depuis trois ans. Aimerez-vous avancer un chiffre, monsieur le Président? J'imagine que non. Les pages le savent-ils? Nos visiteurs dans les tribunes le savent-ils? Les Canadiens le savent-ils?

M. Darling: Le ministre des Finances (M. Lalonde) le sait, lui.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Je me demande s'il en a douté. Il ne le sait peut-être même pas. Je vais vous mettre au supplice, monsieur le Président, en vous révélant qu'il s'agit de 77.3 milliards de dollars en seulement trois ans et quelques semaines. Il est difficile de le croire, n'est-ce pas? Jusqu'ici, le gouvernement a réclamé à la Chambre l'autorisation d'emprunter la jolie somme de 77.3 milliards de dollars, si l'on compte le projet de loi d'aujourd'hui. Mais s'il est difficile de s'imaginer ce que peuvent représenter 77.3 milliards de dollars, vous conviendrez assurément, monsieur le Président, que le montant est énorme surtout qu'il est en sus des recettes fiscales. Envisageons la chose sous un autre angle, et l'on constatera qu'il s'agit de 25 milliards par an, ou encore de 2 milliards par mois.

Il serait utile de rappeler chacune des sommes empruntées par le biais des six premiers pouvoirs d'emprunt ainsi que les dates auxquelles la sanction royale a été donnée à chacun des